

Quand l'Europe fait tout pour faire disparaître le français

écrit par Christine Tasin | 16 juillet 2012



Les exemples en sont multiples, mais je vais m'arrêter sur un exemple particulier, emblématique de ce qui se passe. Je viens de découvrir que [l'Eurocorps](#), ce corps d'armée européen créé par les Français et les Allemands en 1992 a certes sur le papier pour langues officielles l'allemand et le français mais a pour langue opérationnelle l'anglais, alors que ce n'est la langue d'aucun des pays qui en sont membre en plus de la France et de l'Allemagne : Belgique, Espagne et Luxembourg. Ce n'est pas, non plus la langue des pays qui

détachent à Strasbourg un certain nombre d'officiers et de sous-officiers : Grèce, Pologne, Turquie et Italie.

Il y a quelque chose qui ne va pas ! Par quel miracle, en Europe, dans une structure où ne sont pas les Anglais, use-t-on d'une langue étrangère à tous au lieu d'imposer l'usage des langues officielles qui, de fait, ne sont plus du tout utilisées ? Par quel miracle nos gouvernants-fondateurs ayant donc la haute main sur l'organisation et la structure ont-ils laissé faire cela ?

Comment peut-on détester à ce point son pays qu'on laisse sa langue en déshérence et qu'on permet qu'elle soit remplacée par celle des Anglo-saxons qui cherchent partout à imposer leur culture, leurs règles et leur langue, ce qui nous mène vers un monde et uniformisé et voué au culte de la consommation et de l'argent, ce qui est aux antipodes de notre culture ?

On entend souvent brocarder les Français

qui n'aiment pas dire combien ils gagnent ni le prix de leur voiture ou celle de leur maison. Or, au lieu de louer la franchise anglo-saxonne et de souhaiter qu'elle serve de référent il vaudrait mieux s'interroger sur le sens des deux attitudes.

Derrière la soi-disant pudibonderie des Français à parler argent il faut simplement voir le résultat de plusieurs siècles « d'éducation à la française ». L'important, dans notre héritage, depuis Rabelais ou Montaigne en passant par Molière ou Gide, ce n'est pas d'avoir mais d'être. Et mettre en avant ce que l'on a est une forme de vulgarité qui laisse penser que l'on n'a pas d'éthique et qu'on est un « parvenu ». Il faut voir dans le mépris associé à ce mot non pas le mépris pour celui qui ne serait pas issu d'une famille noble, ou importante, ou riche mais le mépris pour celui qui, parce qu'il a de l'argent, croit que cela remplace les valeurs et la culture. Ce n'est pas un hasard si Molière fustige le

Bourgeois gentilhomme, lui qui se moquait comme d'une guigne de l'argent mais croyait en l'être humain.

A contrario, la désinvolture et la facilité des Anglo-Saxons à parler d'argent montre tout simplement qu'ils sont un autre peuple, qui n'a pas notre héritage, notre culture, et cela se comprend. Il est évident que pour les descendants des Irlandais partis sans rien affronter désert, Indiens et famine, il était plus important de posséder un fusil et une maison où se mettre à l'abri que d'appliquer le « *Que Sais-je* » de Montaigne ! On ne leur en voudra donc pas, on ne leur en veut pas d'être ce qu'ils sont, fiers de ce qu'ils ont acquis, parce que ce qu'ils ont acquis montre d'une certaine façon leur courage et leur capacité de travailler.

Mais quel sens cela a-t-il de prendre pour modèle un peuple qui n'est pas le nôtre ? Quel sens de prendre pour modèle des référents qui nous sont étrangers ? C'est bien en ce sens que l'on ne peut

pas parler de peuple ni de civilisation européens, parce que les Européens qui ont fait les USA ont inventé un homme nouveau, qui est notre cousin, tout simplement.

Cousin parce que nous partageons malgré tout quelque chose d'essentiel, cette civilisation occidentale qui a dans les gènes les conséquences de centaines d'années de lutte : l'égalité homme-femme et la liberté, de croire ou de ne pas croire, de penser et de s'exprimer.

C'est ce qui fait que l'homme occidental, s'il est divers, est en tout cas incompatible avec la civilisation musulmane.

Mais comment comprendre cette auto-mutilation que nos gouvernants et nos élites appliquent en renonçant au français et en facilitant l'apprentissage et l'utilisation de l'anglais quand ils ne l'obligent pas ? On trouvera [ici](#), [là](#) et encore [à cet endroit](#) puis à [cet autre](#) et à [celui-là](#) quelques exemples de cette

préoccupante propension, sans oublier [Valérie Pécresse](#) et le [monde du travail](#).

Il s'agit bien là de l'autre versant, et pas des moindres, du désir des Anglo-Saxons, avec l'aide appuyée de Bruxelles de faire disparaître les Etats-nations, et au premier chef la France et la francophonie, outil s'il en fut de culture, de coopération intelligente dans le monde entier jusque dans les années 90, qui travaillait à faire émerger des élites du monde entier, formées à la culture française et donc porteuses de vrais projets de société qui ne se réduisaient pas à la conquête de marchés juteux... Il s'agit bien là d'établir une Europe liée aux USA dans les domaines fondamentaux, militaire, monétaire, économique, et... culturel. Il faut donc que l'UE écarte tout ce qui fait obstacle à la liberté de circulation des biens et des personnes, et la diversité culturelle et linguistique en est le le plus grand.

Certes nos récentes élites ont été ravies de troquer le français contre ce

sous-anglais de communication, le globish, leur permettant de masquer ainsi leurs énormes lacunes en orthographe et syntaxe française, mais les attaques de Bruxelles contre le français sont incessantes et vouées à imposer l'anglais comme langue officielle et unique de l'Union.

On en rappellera quelques épisodes symboliques eux aussi : les Français Pascal Lamy (socialiste) et Jean-Claude Trichet dont on connaît la carrière européenne se sont battus comme des lions pour le « tout en anglais », ils ont même été lauréats du prix de « [la carpette anglaise à titre étranger](#) » décerné par *l'Avenir de la Langue Française* et 3 autres associations de défense de la langue française. On évoquera encore les tentatives des socialistes d'accepter que des produits dont le mode d'emploi était rédigé en langue étrangère circulent en France pourvu qu'ils soient accompagnés de pictogrammes explicites (signature par C.

Tasca en 2001 d'un décret que Avenir de la Langue française a fait annuler en 2003) ; une autre tentative identique a eu lieu en 2002, annulée par le décret Dutheil du 2 août 2002, pour l'étiquetage des produits alimentaires.

On se souviendra aussi que les institutions de l'UE envoient dorénavant la plupart de leurs documents d'information et de travail en anglais dans les différents pays et l'organe interministériel français ordonne à ses administrations de travailler sur ces documents en anglais sous prétexte d'urgence...

Que dire des pays d'Europe centrale et orientale qui ont une longue tradition de francophonie qui ont été contraints de présenter leurs dossiers de candidature à l'adhésion à l'UE en anglais ? Pas un Président français pour rappeler en ces occasions que le français fait partie des langues officielles et de travail de l'UE...

Il va falloir, sur ce terrain-là également, lancer une Résistance active en s'appuyant sur les associations de défense de la langue française comme [*Avenir de la Langue française*](#) que je vous invite à rejoindre d'urgence. Plus nous serons nombreux, plus nous pèserons.

Christine Tassin